



SEPA : migration achevée

La migration vers les moyens de paiement européens SEPA (Single Euro Payment Area, espace unique de paiement en euro) s'est achevée le 1^{er} août 2014. Tous les virements et prélèvements en euros se font désormais au format SEPA, ce qui concernera plus de deux milliards d'opérations chaque mois. L'aboutissement de cette migration constitue une étape cruciale de l'intégration des paiements de détail en Europe.

Communiqué du comité national SEPA du 5 août 2014 : « La migration française vers les moyens de paiement SEPA est achevée » :

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/CP-SEPA-BDF-05082014-migration-francaise-vers-les-moyens-de-paiement-SEPA-est-achevee.pdf

Communiqué de la Banque Centrale Européenne du 1^{er} août 2014 : « SEPA à un tournant crucial pour les paiements de détail » :

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/CP-BCE-SEPA-un-tournant-crucial-pour-les-paiements-de-detail-01-08-2014.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 – BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 7 août 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, son Président, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Les mesures de politique monétaire décidées début juin ont conduit à un assouplissement de l'orientation de la politique monétaire. [...] Les opérations de refinancement à plus long terme ciblées qui doivent être effectuées au cours des prochains mois renforceront l'orientation accommodante de notre politique monétaire. [...] S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. En outre, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de continuer à répondre aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation. »

2 – Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en juin 2014, en baisse par rapport au taux de 11,6 % de mai 2014, et à celui de 12,0 % de juin 2013. Il s'agit du taux le plus bas enregistré depuis septembre 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,2 % en juin 2014, en baisse par rapport au taux de 10,3 % de mai 2014 et à celui de 10,9 % de juin 2013. Il s'agit du taux le plus bas enregistré depuis mars 2012. Eurostat estime qu'en juin 2014, 25,005 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,412 millions dans la zone euro. Par rapport à mai 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 198 000 dans l'UE28 et de 152 000 dans la zone euro. Comparé à juin 2013, le chômage a baissé de 1,537 million de personnes dans l'UE28 et de 783 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (5,0 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'à Malte (5,6 %), et les plus élevés en Grèce (27,3 % en avril 2014) et en Espagne (24,5).

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2014-816 du 17 juillet 2014 modifiant le décret n° 2000-1234 du 18 décembre 2000 modifié déterminant les aménagements des locaux desservis par les personnes physiques ou morales exerçant l'activité de transport de fonds et portant diverses dispositions relatives au transport de fonds

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029261096&categorieLien=id>

Décret n° 2014-837 du 24 juillet 2014 relatif à l'information de l'emprunteur sur le coût du crédit et le délai de rétractation d'un contrat de crédit affecté

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029290874&dateTexte=&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2014-863 du 31 juillet 2014 relative au droit des sociétés, prise en application de l'article 3 de la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00002932239&dateTexte=&categorieLien=id>

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2014-863 du 31 juillet 2014 relative au droit des sociétés, prise en application de l'article 3 de la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029322182&dateTexte=&categorieLien=id>

Monnaies virtuelles

Rapport de la cellule TRACFIN du ministère des finances « L'encadrement des monnaies virtuelles », remis à Michel Sapin et publié le 11 juillet 2014 :

<http://www.economie.gouv.fr/rapport-sur-monnaies-virtuelles-2014>

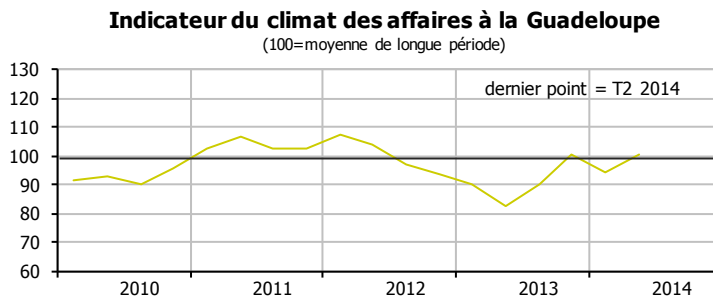
Rapport de la commission des finances du Sénat « La régulation à l'épreuve de l'innovation : les pouvoirs publics face au développement des monnaies virtuelles », publié le 4 août 2014 : <http://www.senat.fr/notice-rapport/2013/r13-767-notice.html>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

L'ICA retrouve sa moyenne longue période

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse au deuxième trimestre 2014. Il s'établit une nouvelle fois au niveau de sa moyenne de longue période dont il s'était écarté après un recul au trimestre précédent.

Cette amélioration de l'ICA s'explique principalement par l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise, tant sur le trimestre passé que sur le trimestre à venir. Les effectifs et la trésorerie, en particulier, sont mieux orientés.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Vulnérabilité des agents économiques en Guadeloupe

A fin juin 2014 le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire s'établit à 19 637, soit une baisse de 0,6 % par rapport au mois précédent et de 3,6 % en glissement annuel. Le nombre de retraits de cartes bancaires s'élève à 583 pour le mois de juin, en baisse de 4,4 % sur un an. Depuis le début de l'année, 3 370 cartes ont été retirées de la circulation, soit une hausse de 4,0 % par rapport à la même période en 2013.

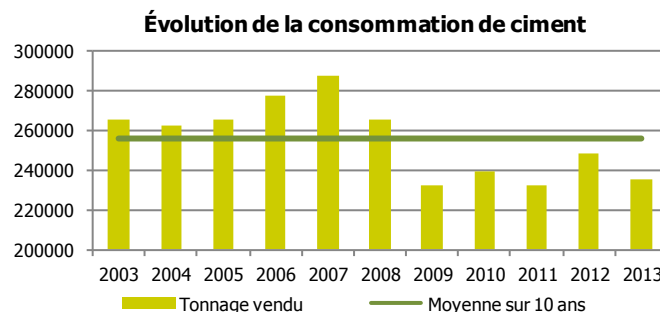
Au mois de juin 2014, 26 dossiers de surendettement ont été déposés. Depuis le début de l'année, 159 dossiers ont été déposés, soit une hausse de 18 % par rapport à juin 2013. Cette augmentation s'explique en partie par la simplification de la procédure de surendettement.

Parallèlement, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire s'élève à 2 787 à fin juin 2014, soit 0,7 % de plus qu'en juin 2013. 97 incidents de paiements ont été répertoriés pour un montant déclaré de 943 071 €. Sur le mois de juin, le nombre d'opérations concernées est ainsi en baisse (107 en mai 2014) et les montants enregistrés sont moins importants (1 055 457 € au mois de mai)

Le BTP vit une sortie de crise difficile

Le BTP a joué un rôle moteur dans la croissance de l'île : de 1994 à 2009, sa valeur ajoutée a crû en moyenne de 6 % par an. En 2009, il contribuait à 5,7 % de la création de richesse et représentait 5,9 % des effectifs salariés. Déjà en ralentissement en 2008, l'activité du BTP a fortement baissé en 2009, pénalisée par la crise sociale et le ralentissement de la commande publique. Depuis, le secteur vit une sortie de crise difficile.

Sur la période 2003-2013, la consommation de ciment est à la baisse, elle a diminué de 1,2 % en moyenne chaque année. L'année 2013 se solde par une baisse globale de l'activité, le manque de projets structurants se faisant toujours ressentir. La baisse des effectifs salariés se poursuit (-704 emplois) et les ventes de ciment sur le marché local reculent de 5,5 %, se rapprochant des plus bas niveaux observés en 2011 et durant la crise sociale de 2009.



Source : Ciments Antillais, yc Îles du Nord

Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier les notes « Premières tendances » au 1^{er} trimestre 2014 et « Panorama 2013 de la Guadeloupe », téléchargeables librement sur le site <http://www.iedom.fr>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Hausse de 7 % du budget triennal de l'Outre-mer

Le 15 juillet 2014, Georges Pau-Langevin, ministre des Outre-mer, a annoncé que le budget triennal Outre-mer sera en hausse de 7 %. Une hausse de 0,3 % est prévue pour 2015, le reste pour 2016 et 2017. Le budget prévu est ainsi de 2 014 millions € en 2014, de 2 062 millions € en 2016 et de 2 104 millions € en 2017.

Chikungunya : visite de la ministre de la Santé

Les 16 et 17 juillet 2014, Marisol Touraine, ministre de la Santé, était en visite en Guadeloupe. Elle a rappelé l'importance de la lutte et de la prévention contre le chikungunya. Deux mesures pour les malades atteints du virus ont été annoncées : les médicaments délivrés sous ordonnance seront remboursés à 100 % par l'assurance maladie et les trois jours de carence pour les arrêts maladies répétés ont été supprimés.

Canne : 510 000 tonnes récoltées en 2014

La Guadeloupe continentale a enregistré 509 437 tonnes de canne en 2014. D'après Alex Bandou, Président du Groupement d'intérêt économique (GIE) canne Guadeloupe la récolte a été bien meilleure que celle de l'an passé et celle de l'année 2015 s'annonce prometteuse. En 2013, la récolte avait souffert de mauvaises conditions climatiques, et avait enregistré une baisse de 23,5 % en volume par rapport à 2012.

EDF signe un partenariat avec la sucrerie distillerie de Gardel

Le 8 juillet 2014, un partenariat en faveur de la maîtrise de l'énergie a été signé entre EDF Archipel Guadeloupe et la sucrerie distillerie de Gardel. 30 000 tonnes de vapeur d'eau issue de la production de la sucrerie serviront à la production d'électricité de la centrale électrique d'Albioma, située à proximité. Ce partenariat permettra notamment l'alimentation de 500 à 600 foyers supplémentaires en énergie renouvelable.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Saint-Martin : nouveau contrat de développement signé entre l'État et la Collectivité

Le 30 juillet 2014, la Collectivité de Saint-Martin et l'État ont signé un nouveau contrat triennal de développement. Le montant de ce contrat s'élève à 90,7 millions € et ses axes principaux sont l'amélioration de la qualité de vie, le renforcement de la cohésion sociale, et la construction d'infrastructures visant à soutenir le développement économique. La rénovation du stade Vanterpool, la construction de la maison de la réserve, l'éclairage public et l'assainissement sont les grands projets annoncés par la Collectivité.

Saint-Martin : nouveau programme opérationnel 2014-2020

Dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020, 54,4 millions € de fonds européens ont été octroyés à Saint-Martin. Cet octroi européen s'accompagne d'une participation financière de l'État à hauteur de 44,4 millions €. Ainsi, 96,8 millions € seront injectés dans l'économie pour ces six prochaines années.

Saint-Barthélemy : les décisions du Conseil Territorial

Le Conseil Territorial de Saint-Barthélemy s'est tenu le 18 juillet 2014. Les élus ont décidé de la réévaluation des taxes d'entrée, de sortie, et de stationnement des navires (de 0,09 €/m³ à 0,10 €/m³). Ils ont également décidé d'une gestion de la production d'eau potable sous forme de délégation de service public, et ce à partir du 1^{er} janvier 2015.

PRINCIPAUX INDICATEURS

| INDICATEURS DE REFERENCE | | | | | | Données brutes | Variation mensuelle | Gissement annuel |
|--|--|------------------------------|------------------------------|------------------|-----------------|--------------------|---------------------|------------------|
| Prix (Source : Insee) | Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) | Guadeloupe France entière | Juin 2014 | 129,3 128,1 | -0,1 % 0,0 % | 0,0 % 0,5 % | | |
| Demandeurs d'emploi (Source : Dieccte) | Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS) | | Juin 2014 | 60 820 | -0,5 % | 0,8 % | | |
| Commerce extérieur (Source : Douanes) | Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros) | | Juin 2014 | 109,2 1 250,0 | - - | -33,0 % -8,8 % | | |
| Créations d'entreprises (Source : Insee) | Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises) | | Juin 2014 Cumul annuel | 280 2 071 | -24,3 % - | -28,6 % -10,7 % | | |
| Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom) | Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux) | | Juin 2014 | 20 284 589 | -0,6 % 4,8 % | -3,7 % -4,7 % | | |

| INDICATEURS SECTORIELS | | | | | | Données brutes | Variation mensuelle | Gissement annuel |
|---|--|--|----------------------------------|----------------------|------------------|--------------------|---------------------|------------------|
| Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe) | Nombre de passagers (hors transit) | | Juillet 2014 Cumul annuel | 190 838 1 210 576 | 43,5 % - | -4,0 % 1,4 % | | |
| Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe) | Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties) | | Juin 2014 | 235 622 61 269 | -5,8 % -5,5 % | -7,9 % 21,1 % | | |
| Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee) | Nombre de nuitées (en milliers) | | Décembre 2013 Cumul annuel | 99 1 036 | 22,2 % - | -5,7 % -0,6 % | | |
| Immatriculations (Source : Préfecture) | Immatriculations de véhicules neufs | | Juillet 2014 Cumul annuel | 1 417 8 395 | 15,3 % - | 4,6 % -1,6 % | | |
| Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais) | Ventes de ciment (tonnes) | | Juillet 2014 Cumul annuel | 17 408 119 121 | 5,1 % - | -16,3 % -10,7 % | | |

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

| | | |
|--|--------|--------------|
| Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème | taux | date d'effet |
| Taux de la facilité de prêt marginal | 0,15% | 11/06/2014 |
| Taux de la facilité de dépôt | 0,40% | 11/06/2014 |
| | -0,10% | 11/06/2013 |

| Taux d'intérêt légal | | | Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/14) | | | | | |
|----------------------|------|-------|--|------------------|-------|-------|-------|-------|
| ANNEE | 2014 | 0,04% | JO du 06/02/14 | Livret A et bleu | LDD | LEP | PEL* | CEL* |
| ANNEE | 2013 | 0,04% | JO du 01/03/13 | 1,00% | 1,00% | 1,50% | 2,50% | 0,75% |

* hors prime d'Etat

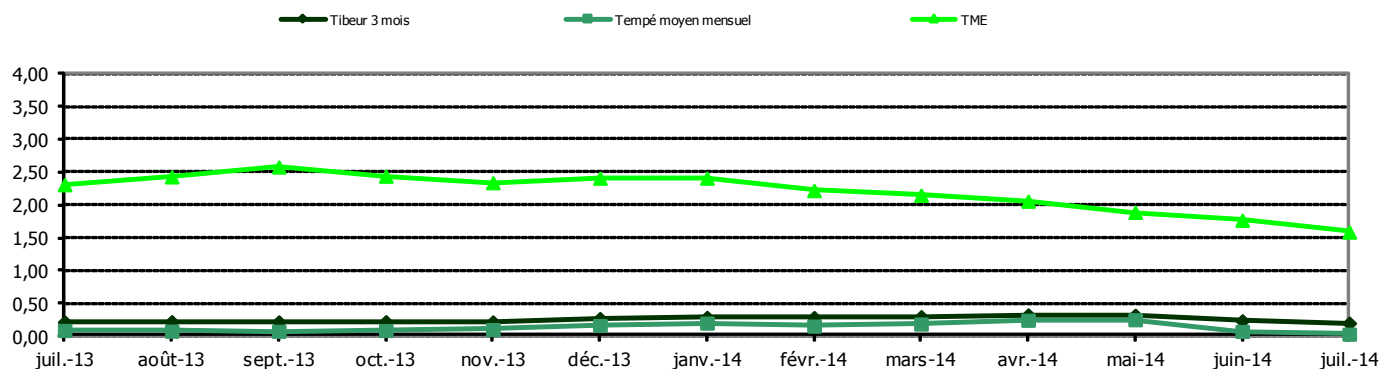
| Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel) | | | | TIBEUR (juillet 2014) | | | | |
|---|---------|---------|---------|---|--------|--------|---------|--|
| Avril | Mai | Juin | Juillet | 1 mois | 3 mois | 6 mois | 1 an | |
| 0,2488% | 0,2564% | 0,0775% | nd | nd | nd | nd | nd | |
| Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) | | | | Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO) | | | | |
| Avril | Mai | Juin | Juillet | Avril | Mai | Juin | Juillet | |
| 2,06% | 1,89% | 1,77% | 1,59% | 2,26% | 2,09% | 1,97% | 1,79% | |

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} juillet 2014)

| Crédits aux particuliers | Seuils de l'usure | Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | Seuils de l'usure |
|---|-------------------|--|--------------------------|
| Prêts immobiliers | | | |
| Prêts à taux fixe | 5,11% | Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament | 7,83% |
| Prêts à taux variable | 4,71% | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable | 3,91% |
| Prêts-relais | 5,27% | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe | 4,71% |
| Autres prêts | | Découverts en compte (1) | 13,33% |
| Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros | 20,35% | Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans | 4,07% |
| Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros | 14,81% | Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | Seuils de l'usure |
| Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros | 9,79% | Découverts en compte (1) | 13,33% |

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

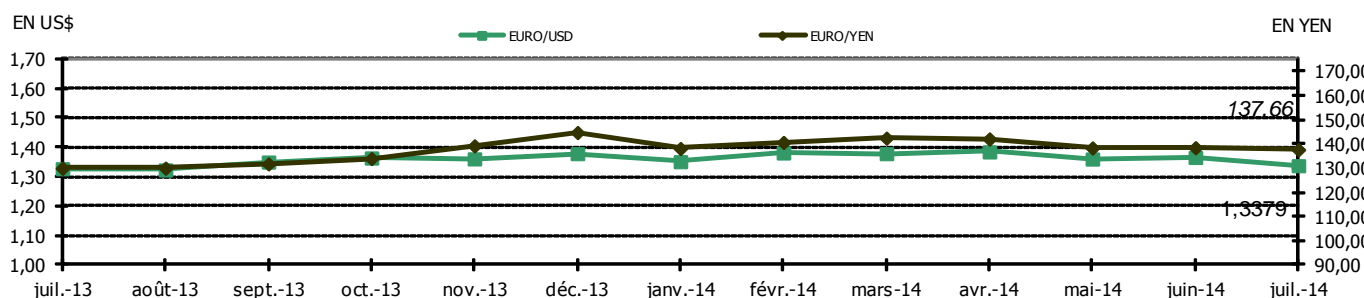
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

| | | | | | |
|----------------------------|-----------|---------------------------|---------|------------------------------|-----------|
| EURO/USD (Etats-Unis) | 1,3379 | EURO/ZAR (Afrique du sud) | 14,2861 | EURO/SRD (Surinam) | 4,4199 |
| EURO/JPY (Japon) | 137,6600 | EURO/BWP (Botswana) | 11,9055 | EURO/ANG (Ant. Néerl.) | 2,3968 |
| EURO/CAD (Canada) | 1,4610 | EURO/SCR (Seychelles) | 16,2513 | EURO/DOP (Rép. Dom.) | 58,4623 |
| EURO/GBP (Grande-Bretagne) | 0,7928 | EURO/MUR (Maurice) | 40,7834 | EURO/BBD (La Barbade) | 2,678 |
| EURO/SGD (Singapour) | 1,6681 | EURO/BRL (Brésil) | 3,0156 | EURO/TTD (Trinité et Tobago) | 8,5271 |
| EURO/HKD (Hong-Kong) | 10,3689 | EURO/VEF (Vénézuéla) | 8,4274 | EURO/XPF (COM Pacifique) | 119,33170 |
| EURO/MGA (Madagascar) | 3303,5185 | EURO/XCD (Dominique) | 3,6163 | EURO/FC (Comores) | 491,96775 |

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

| | | | | | |
|----------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| 1 EURO = | 40,3399 BEF | 6,55957 FRF | 40,3399 LUF | 200,482 PTE | 15,6466 EEK |
| | 1,95583 DEM | 0,787564 IEP | 2,20371 NLG | 5,94573 FIM | |
| | 166,386 ESP | 1936,27 ITL | 13,7603 ATS | 340,750 GRD | |
| | 239,640 SIT | 0,585274 CYP | 0,429300 MTL | 30,1260 SKK | |

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : J.-M. PAUGAM

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activité de la Providence-Zac de la Dothémare-97 139 les Abymes

Achevé d'imprimer le 20 août 2014 - Dépôt légal : Août 2014 - ISSN 1240-3806